Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Ville de Saint-Eustache | 72005 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,		
Je soussigné(e), Jocelyne Montreuil CPA, CA, atteste la véracité du Rapport financier consterminé le 31 décembre 2020.	olidé de	e Ville de Saint-Eustache pour l'exercice
[Originale signée]		
Signature	Date	6 mai 2021

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	26
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	27
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	28
Situation financière par organismes	29
Charges par objets	30
Excédent (déficit) accumulé	31
Avantages sociaux futurs	35
Renseignements financiers consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	42
Analyse des charges consolidées	54

Aux membres du conseil de la Ville de Saint-Eustache,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la VILLE DE SAINT-EUSTACHE (la « Ville »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2020 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la VILLE DE SAINT-EUSTACHE au 31 décembre 2020, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la VILLE DE SAINT-EUSTACHE inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Informations autres que les états financiers consolidés et le rapport de l'auditeur sur ces états

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent des informations contenues dans le rapport « Faits saillants du maire », mais ne comprennent pas les états financiers consolidés et notre rapport de l'auditeur sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués sur les autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Comptables professionnels agréés

[Original signé par]

MÉLANIE THERRIEN, CPA auditrice, CA AMYOT GÉLINAS, s.e.n.c.r.l. Blainville, 6 mai 2021

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Réalisatio	ons
		2020	2019
Revenus			
Taxes	1	69 159 481	67 220 616
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 527 071	1 432 314
Quotes-parts	3		
Transferts	4	9 991 408	4 186 048
Services rendus	5	3 339 147	5 148 773
Imposition de droits	6	8 305 171	6 365 057
Amendes et pénalités	7	2 334 758	3 119 313
Revenus de placements de portefeuille	8		
Autres revenus d'intérêts	9	791 002	976 418
Autres revenus	10	10 382 357	5 383 314
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises			
municipales et de partenariats commerciaux	11		
Effet net des opérations de restructuration	12		
·	13	105 830 395	93 831 853
Charges			
Administration générale	14	11 342 124	11 231 145
Sécurité publique	15	18 953 570	19 742 963
Transport	16	17 346 887	17 963 631
Hygiène du milieu	17	15 904 826	16 125 969
Santé et bien-être	18	201 347	212 500
Aménagement, urbanisme et développement	19	10 285 489	5 534 101
Loisirs et culture	20	12 487 292	14 713 530
Réseau d'électricité	21		
Frais de financement	22	2 879 712	3 718 546
Effet net des opérations de restructuration	23		
·	24	89 401 247	89 242 385
Excédent (déficit) de l'exercice	25	16 429 148	4 589 468
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice			
Solde déjà établi	26	164 503 291	159 921 606
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27		(7 783)
Solde redressé	28	164 503 291	159 913 823
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29	180 932 439	164 503 291

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	13 372 110	1 365 776
Débiteurs (note 5)	2	25 317 993	23 486 144
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des			
partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7	646 661	140 185
	8	39 336 764	24 992 105
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		1 416 519
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	16 061 031	16 465 856
Revenus reportés (note 12)	12	2 846 760	2 908 997
Dette à long terme (note 13)	13	107 576 035	109 302 010
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	2 007 558	2 550 300
Autres passifs (note 14)	15		
	16	128 491 384	132 643 682
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 15)	17	(89 154 620)	(107 651 577)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 16)	18	265 515 295	265 897 403
Propriétés destinées à la revente (note 17)	19	3 564 565	5 118 040
Stocks de fournitures	20	837 071	790 046
Autres actifs non financiers (note 18)	21	170 128	349 379
	22	270 087 059	272 154 868
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	180 932 439	164 503 291

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Réalisations	
		2020	2019
Excédent (déficit) de l'exercice	1	16 429 148	4 589 468
Variation des immobilisations			
Acquisition	2 (12 768 562)(13 214 076)
Produit de cession	3	63 509	1 009 397
Amortissement	4	13 128 039	13 049 918
(Gain) perte sur cession	5	(40 881)	(901 701)
Réduction de valeur / Reclassement	6		
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7		
	8	382 105	(56 462)
Variation des propriétés destinées à la revente	9	1 553 475	543 072
Variation des stocks de fournitures	10	(47 025)	(24 661)
Variation des autres actifs non financiers	11	179 251	407 959
	12	1 685 701	926 370
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13		
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	14	3	1
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	15	18 496 957	5 459 377
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	16	(107 651 577)	(113 103 171)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	17	•	(7 783)
Reclassement de propriétés destinées à la revente	18		, ,
Solde redressé	19	(107 651 577)	(113 110 954)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	20	(89 154 620)	(107 651 577)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	16 429 148	4 589 468
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement (note 16)	2	13 128 039	13 049 918
Autres			
Gain sur cession	3	(40 881)	(901 701)
•	4	, ,	, ,
	5	29 516 306	16 737 685
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(1 831 849)	8 258 770
Autres actifs financiers	7	(506 476)	922 995
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	(404 825)	441 250
Revenus reportés	9	(62 237)	649 602
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(542 742)	(148 600)
Propriétés destinées à la revente	11	1 553 475	543 072
Stocks de fournitures	12	(47 025)	(24 661)
Autres actifs non financiers	13	179 251	407 959
7 dates delle from menore	14	27 853 878	27 788 072
A . C . 27		21 000 010	21 100 012
Activités d'investissement en immobilisations	/	40.700.500.\/	40.044.070.\
Acquisition	15 (12 768 562)(13 214 076)
Produit de cession	16	63 509	1 009 397
	17 	(12 705 053)	(12 204 679)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations			
dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18 ()()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20 ()()
Cession	21	, ,	,
	22		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	20 348 000	17 880 000
Remboursement de la dette à long terme	24 (22 003 147)(19 629 947)
•	`	, ,	,
Variation nette des emprunts temporaires	25	(1 416 519)	(14 296 183)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(70 825)	(60 922)
Autres	07		
•	27		
	28	(0.440.404)	(40,407,050)
	29	(3 142 491)	(16 107 052)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	12 006 334	(523 659)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	1 365 776	1 897 217
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		(7 782)
Solde redressé	33	1 365 776	1 889 435
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	13 372 110	1 365 776
1103010110 of equivalents de tresorene (mountsance) à la fin de l'exercice (note 4)	V-T	13 312 110	1 303 110

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Saint-Eustache est un organisme municipal existant en vertu de la Loi sur les cités et villes de la province de Québec.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé présentée aux pages S15 et S23.

L'expression « administration municipale » réfère à la Ville excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de l'administration municipale. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges consolidés ligne par ligne des organismes contrôlés faisant partie du périmètre comptable.

a) Périmètre comptable

- . L'Association du sport et du plein air de Saint-Eustache inc. (A.S.P.A.), organisme à but non lucratif. La méthode de consolidation ligne par ligne est utilisée.
- . La Société de Développement de Saint-Eustache (SODESE), organisme à but non lucratif. La méthode de consolidation ligne par ligne est utilisée.

b) Partenariats

S.0

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

La préparation des états financiers consolidés de la Ville de Saint-Eustache, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs

Les actifs financiers et les actifs non financiers sont comptabilisés selon les méthodes comptables suivantes :

a) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette.

b) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers consolidés.

<u>Stocks</u>

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette.

<u>Immobilisations</u>

Les immobilisations sont comptabilisées au coût.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative. Elles sont amorties selon les méthodes de l'amortissement linéaire ou dégressif selon les périodes ou les taux annuels suivants :

Infrastructures : 15 à 40 ans

Bâtiments: 40 ans

Véhicules : 8 à 15 ans et 20 % dégressif

Ameublement et équipement de bureau : 3 à 10 ans et 10 % à 20 % dégressif

Machinerie, outillage et équipements divers : 7 à 20 ans Améliorations locatives : 25 % dégressif

Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

L'amortissement est porté en réduction de l'investissement net dans les éléments d'actifs à long terme.

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur nette comptable, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme à l'état consolidé de la situation financière et sont amortis sur la durée des emprunts correspondants.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du fonds de parcs et terrains de jeux sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état consolidé des résultats lors de leur utilisation.

E) Revenus

Les revenus sont comptabilisés selon les critères de constatation suivants :

Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception général et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur. Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offerte aux retraités cols bleu et cadres et le programme de préretraite offert aux employés cadres.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionné le 5 décembre 2014 (« la loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au

titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2020 selon la méthode de la valeur lissée 3 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

⁻Avantages sociaux futurs :

[.] Pour le déficit constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des

régimes capitalisés, ceux-ci sont amortis linéairement sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants.

- . Pour le coût relié aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés.
- . À tire de mesure d'allégement pour la perte actuarielle engendrée par la crise financière de 2008 ou pour tout autre situation permise relativement aux régimes de retraite à prestations déterminées : cette excédent est amorti linéairement sur 10 ans et devra être renversé complètement d'ici le 31 décembre 2024.

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres élémentsAffectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

S.O

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2020	2019
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	13 372 110	1 365 776
Découvert bancaire	2 ()()
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	, ,	,
Autres éléments			
•	4		
•	5		
•	6		
•	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	13 372 110	1 365 776
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9		
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et			
ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	10 154 000	7 766 000

5. Débiteurs

		2020	2019
Taxes municipales	11	3 069 216	2 116 008
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	16 593 741	13 342 945
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	479 056	3 633 231
Organismes municipaux	15	19 479	8 792
Autres			
 Comptes a recevoir divers 	16	3 604 112	3 166 863
Contraventions à recevoir	17	1 552 389	1 218 305
***************************************	18	25 317 993	23 486 144
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19		
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22		
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	1 079 129	1 168 592
Note			
6. Prêts			
		2020	2019
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
•	26		
•	27		
	28		
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		
Note			
7. Placements de portefeuille			
7. Placements de portefeuille		2020	2019
·	30	2020	2019
Placements à titre d'investissement	30 31	2020	2019
Placements à titre d'investissement	30 31 32	2020	2019
7. Placements de portefeuille Placements à titre d'investissement Autres placements Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	31	2020	2019

8. Avantages sociaux futurs

		2020	2019
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
à prestations déterminées	35	(759 958)	(1 259 500)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et			
autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	(1 247 600)	(1 290 800)
	37	(2 007 558)	(2 550 300)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	1 926 932	1 218 800
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs			
à prestations déterminées	39	341 000	306 100
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42	118 356	118 470
	43	2 386 288	1 643 370

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers

		2020	2019
Propriétés destinées à la revente (note 17)	44	646 661	140 185
Autres	45		
	46	646 661	140 185

Note

10. Emprunts temporaires

La Ville de Saint-Eustache dispose d'une marge de crédit autorisée de 5 000 000\$ pour ses activités de fonctionnement qui porte intérêt au taux préférentiel. Au 31 décembre 2020, le solde est de 0\$. Elle dispose également d'une marge de crédit pour ses activités d'investissement de 36 000 000\$ au taux préférentiel. Cette marge ne pourra jamais excéder 40% du total des soldes à financer inscrits sur le tableau des soldes à financer au Ministère. Au 31 décembre 2020, le solde est de 0\$. La date de renouvellement de la marge de crédit était au 13 avril et le processus de renouvellement était enclenché à la date de sortie des états financiers.

11. Créditeurs et charges à payer

		2020	2019
Fournisseurs	47	4 713 774	4 461 870
Salaires et avantages sociaux	48	5 829 074	5 996 535
Dépôts et retenues de garantie	49	4 303 935	4 359 656
Provision pour contestations d'évaluation	50	3 115	1 556
Autres			
 Autres charges à payer 	51	800 105	1 310 257
 Redev. carrières & sablière 	52	341 709	335 982
 Municipale 	53	31 118	
 Autres 	54	38 201	
•	55		
	56	16 061 031	16 465 856

Note

12. Revenus reportés

		2020	2019
Taxes perçues d'avance	57	364 204	356 098
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58	1 612 602	1 255 363
Soutien à la compétence de développement local et régional			
des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59		
Fonds parcs et terrains de jeux	60	579 482	645 278
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63		
Autres contributions des promoteurs	64		
Fonds de redevances réglementaires	65		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66		
Autres			
 Revenus reportés organismes 	67	62 727	152 622
Revenus reportés	68	227 745	499 636
•	69		
•	70		
	71	2 846 760	2 908 997

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

13. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à		2020	2019
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,60	4,00	2021	2045	72	89 512 000	89 596 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					73		
Gains (pertes) de change reportés					74		
					75		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					76	16 249	38 795
Organismes municipaux					77		
Obligations découlant de contrats de							
location-acquisition					78		
Autres					79	18 405 166	19 953 770
					80	107 933 415	109 588 565
Frais reportés liés à la dette à long terme					81 (357 380)(286 555)
					82	107 576 035	109 302 010

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dette	Autres dettes à long terme		
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres		
2021	83		9 736 000		1 671 740	11 407 740	
2022	84		9 155 000		1 732 315	10 887 315	
2023	85		8 802 000		7 086 825	15 888 825	
2024	86		8 721 000		1 357 775	10 078 775	
2025	87		8 159 000		1 195 782	9 354 782	
2026 et plus	88		44 939 000		5 376 978	50 315 978	
	89		89 512 000		18 421 415	107 933 415	
Intérêts et frais							
accessoires	90		())	
	91		89 512 000		18 421 415	107 933 415	

Note

14. Autres passifs

	2020	2019
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	92	
Assainissement des sites contaminés	93	
Autres		
•	94	
•	95	
•	96	
•	97	
	98	

15. Actifs financiers nets (dette nette)

		2020	2019
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	99	(71 106 634)	(87 945 586)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	100 (67 200)(130 200)
Autres	101 (17 980 786)(19 575 791)
	102	(89 154 620)	(107 651 577)

16. Immobilisations

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	103	78 186 107	439 334		78 625 441
Eaux usées	104	90 002 475	760 251		90 762 726
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts,					
tunnels et viaducs	105	165 242 506	8 229 954		173 472 460
Autres					
 Autres infrastructures 	106	28 372 609	792 490		29 165 099
•	107				
Réseau d'électricité	108				
Bâtiments	109	128 962 448	1 173 095		130 135 543
Améliorations locatives	110				
Véhicules	111	9 567 590	631 347	57 791	10 141 146
Ameublement et équipement de bureau	112	7 589 760	209 506		7 799 266
Machinerie, outillage et équipement divers	113	9 013 991	427 359	150 701	9 290 649
Terrains	114	8 997 954	52 486	367	9 050 073
Autres	115	138 208			138 208
	116	526 073 648	12 715 822	208 859	538 580 611
Immobilisations en cours	117	194 242	52 740		246 982
	118	526 267 890	12 768 562	208 859	538 827 593
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	119	40 198 502	1 585 435		41 783 937
Eaux usées	120	48 994 869	1 791 311		50 786 180
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts,					
tunnels et viaducs	121	87 560 305	3 782 098		91 342 403
Autres					
 Autres infrastructures 	122	14 397 332	1 217 411		15 614 743
•	123				
Réseau d'électricité	124				
Bâtiments	125	52 189 104	3 140 427		55 329 531
Améliorations locatives	126	(3 426)			(3 426)
Véhicules	127	5 124 904	613 838	57 790	5 680 952
Ameublement et équipement de bureau	128	5 612 410	535 233		6 147 643
Machinerie, outillage et équipement divers	129	6 158 279	462 286	128 438	6 492 127
Autres	130	138 208			138 208
	131	260 370 487	13 128 039	186 228	273 312 298
VALEUR COMPTABLE NETTE	132	265 897 403			265 515 295
Biens loués en vertu de contrats de location	-				
acquisition inclus dans les immobilisations					
Coût	133				
Amortissement cumulé	134 ()()()()
Valeur comptable nette	135				

17. Propriétés destinées à la revente

		2020	2019
Immeubles de la réserve foncière	136		
Immeubles industriels municipaux	137		
Autres	138	4 211 226	5 258 225
	139	4 211 226	5 258 225
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9) Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste	140	646 661	140 185
« Propriétés destinées à la revente »	141	3 564 565	5 118 040

Note

18. Autres actifs non financiers

		2020	2019
Frais payés d'avance			
 Frais payés d'avance 	142	170 128	349 379
•	143		
•	144		
Autres			
•	145		
•	146		
	147	170 128	349 379

Note

19. Obligations contractuelles

La Ville s'est engagée, d'après des contrats d'entretien, de déneigement, de cueillette d'ordures, de surveillance, d'inspection, d'entretien de logiciels, de location d'immeubles et de location de terrains échéant jusqu'en 2025 à verser une somme totale de 10 440 115\$ durant cette période. Les paiements minimums exigibles pour les cinq (5) prochains exercices sont les suivants :

2021 - 7 664 829\$ 2022 - 1 033 907\$ 2023 - 608 811\$ 2024 - 710 167\$ 2025 - 422 401\$

L'Association du sport et du plein air de St-Eustache s'est, pour sa part, engagée en vertu d'un contrat pour la gestion des opérations d'entretien, d'appariement, de surveillance, d'accueil du complexe multisport et pour l'audit de ses états financiers pour un montant de 69 492 \$ et est exigible au cours du prochain exercice.

La SODESE s'est engagé pour des contrats totalisant 188 809\$. Les paiements minimums exigibles au cours des prochains exercices sont les suivants:

2021 - 144 809\$ 2022 - 40 000\$

2023 - 4 000\$

20. Droits contractuels

Dans le cadre de ses opérations, la Ville a conclu différents accords à long

terme. Les plus importants, ont donné lieu à des droits contractuels d'un montant total de 870 684\$ qui seront encaissés selon l'échéancier suivant :

2021 - 269 284\$ 2022 - 266 322\$ 2023 - 185 823\$ 2024 - 74 136\$ 2025 - 75 119\$

L'Association du sport et du plein air de St-Eustache à conclu plusieurs baux de locations qui ont donné lieu à des droits contractuels d'un montant de 22 994\$ qui seront encaissés au cours du prochain exercice.

La SODESE dans le cadre de ses opérations a conclu plusieurs baux de location qui ont donné lieu à des droits contractuels d'un montant total de 1 518 879\$. les montants qui seront encaissés au cours des cinq prochains exercices sont les suivants:

2021 - 408 208\$

2022 - 332 440\$

2023 - 329 790\$

2024 - 242 948\$

2025 - 205 493\$

21. Passifs éventuels

S.O

A) Cautionnements et garanties

	Montant initial	Solde des cautionnements		
Description	des cautions	2020	2019	
	148			

s/o.

B) Auto-assurance

N/A

C) Poursuites

La Ville fait l'objet de poursuites conjointement avec des tierces parties dans des actions en dommages et intérêts au montant d'environ 2 308 320\$. De l'avis de la direction de la Ville, ces réclamations bénéficient de couvertures d'assurances adéquates ou, si tel n'était pas le cas, leur dénouement n'est pas jugé susceptible d'affecter sensiblement la situation financière de la Ville. Tout paiement excédant la couverture d'assurance pouvant résulter de ces éventualités serait comptabilisé aux résultats de l'exercice alors en cours. Au 31 décembre 2020, à l'état de la situation financière, la Ville de Saint-Eustache a comptabilisé une provision de 30 750\$ présentée dans les autres charges à payer. Ceci représente les meilleures estimations de la direction à l'égard des passifs éventuels.

D) Autres

Les opérations de la Ville sont régies par les lois gouvernementales concernant la protection de l'environnement. Les conséquences environnementales sont difficilement identifiables concernant la résultante, son échéance ou son impact. Présentement au meilleur de la connaissance de ses dirigeants, la Ville gère en conformité avec les lois et les règlements en vigueur. Tout paiement pouvant résulter de la restauration des sites serait comptabilisé aux résultats de l'exercice alors en cours.

Contestation de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Depuis la sanction de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (L.Q.2014, chapitre 15) le 5 décembre 2014, des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des associations d'employés.

Dans un jugement rendu le 9 juillet 2020, la Cour supérieure du Québec a déclaré inconstitutionnelles les dispositions relatives à la suspension de l'indexation des rentes des retraités prévues par cette loi. La Cour a cependant déclaré constitutionnelles les dispositions de la même loi visant les participants actifs. Le gouvernement et certaines municipalités ont interjeté appel de la portion du jugement touchant les retraités. Des associations d'employés ont également interjeté appel de la portion du jugement affectant les participants actifs, faisant en sorte que l'ensemble du jugement de première instance est contesté par l'une ou l'autre des parties. L'exécution du jugement est donc suspendue jusqu'à ce que la Cour d'appel du Québec rende sa décision

Puisque le résultat de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes et du jugement rendu en première instance n'ont pas été comptabilisées au 31 décembre 2020. L'ampleur du passif éventuel ne peut être fournie car elle ne peut être mesurée avec une fiabilité raisonnable.

22. Actifs éventuels

Au cours de l'exercice, la Ville a intenté une poursuite de 307 000 \$ contre un fournisseur pour avoir mal exécuté un contrat. La direction estime qu'il est probable qu'un montant de 110 000 \$ soit récupéré.

Aucune provision n'a été comptabilisée dans les états financiers.

23. Redressement aux exercices antérieurs

S.0

24. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) ne comportent pas une comparaison avec les données budgétaires consolidées.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'organisme municipal est présentée dans les informations sectorielles.

25. Instruments financiers

s.o.

26. Événement important

Au mois de mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a décrété une pandémie mondiale due au nouveau coronavirus (COVID-19). Cette situation est en constante évolution et les mesures mises en place ont de nombreux impacts économiques sur les plans mondial, national, provincial et local.

L'incidence globale de ces événements sur la Ville et ses activités est incertaine pour être estimée actuellement. Les impacts seront comptabilisés au moment où ils seront connus et pourront faire l'objet d'une évaluation.

27. Chiffres de l'exercice précédent

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés pour se conformer à la présentation de l'exercice courant.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Réalisations 2019	Budget 2020	Réalisations 2020				
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé¹	
Revenus								
Fonctionnement								
Taxes	1	67 737 675	69 296 960	69 724 386			69 159 481	
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 432 314	1 511 850	1 527 071			1 527 071	
Quotes-parts	3							
Transferts	4	2 223 842	2 425 530	6 876 924		163 467	7 040 391	
Services rendus	5	3 702 382	3 644 950	2 561 061		1 027 063	3 339 147	
Imposition de droits	6	5 595 060	4 324 010	7 547 426		22 745	7 570 171	
Amendes et pénalités	7	3 119 313	2 675 300	2 334 758			2 334 758	
Revenus de placements de portefeuille	8							
Autres revenus d'intérêts	9	976 418	467 900	791 002			791 002	
Autres revenus	10	3 859 476	17 500	9 354 066		3 305 979	9 360 162	
Effet net des opérations de restructuration	11							
·	12	88 646 480	84 364 000	100 716 694		4 519 254	101 122 183	
Investissement								
Taxes	13	32 215						
Quotes-parts	14							
Transferts	15	1 750 577	1 313 040	2 951 017			2 951 017	
Imposition de droits	16	730 000	733 600	735 000			735 000	
Autres revenus								
Contributions des promoteurs	17	1 072 866		954 815			954 815	
Autres	18		200 000	67 380			67 380	
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises								
municipales et de partenariats commerciaux	19							
manoparos et de partenanate commerciaex	20	3 585 658	2 246 640	4 708 212			4 708 212	
	21	92 232 138	86 610 640	105 424 906		4 519 254	105 830 395	
Charges								
Administration générale	22	10 413 563	11 744 886	10 509 969	535 643	405 986	11 342 124	
Sécurité publique	23	19 019 362	18 607 162	18 255 284	770 261		18 953 570	
Transport	24	13 660 906	12 531 883	12 881 418	4 465 469		17 346 887	
Hygiène du milieu	25	11 667 783	11 477 988	11 401 665	4 503 161		15 904 826	
Santé et bien-être	26	212 500	228 809	201 347	. 555 . 5.		201 347	
Aménagement, urbanisme et développement	27	5 648 922	4 104 112	10 514 426	57 564	494 275	10 285 489	
Loisirs et culture	28	12 830 659	12 862 080	11 636 952	1 974 243	1 911 916	12 487 292	
Réseau d'électricité	29	12 000 000	12 302 000	11 000 002	1017240		12 107 202	
Frais de financement	30	2 803 538	2 663 420	2 059 176		936 257	2 879 712	
Effet net des opérations de restructuration	31	2 000 000	2 000 420	2 000 170		330 231	2013112	
Amortissement des immobilisations	32	12 227 388	12 300 000	12 306 341 (12 306 341)			
Amortissement des ininiophisations	33	88 484 621	86 520 340	89 766 578	12 300 341)	3 748 434	89 401 247	
Evoédant (déficit) de l'eversion	34	3 747 517	90 300	15 658 328		770 820	16 429 148	
Excédent (déficit) de l'exercice	34	3 141 511	90 300	10 000 328		110 820	10 429 148	

^{1.} Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Réalisations 2019	Budget 2020	Réalisations 2020		
	,	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 747 517	90 300	15 658 328	770 820	16 429 148
Moins : revenus d'investissement	2 (3 585 658)(2 246 640) (4 708 212) ()(4 708 212)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant						
conciliation à des fins fiscales	3	161 859	(2 156 340)	10 950 116	770 820	11 720 936
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
Ajouter (déduire)						
Immobilisations						
Amortissement	4	12 227 388	12 300 000	12 306 341	821 698	13 128 039
Produit de cession	5	1 009 397		63 509		63 509
(Gain) perte sur cession	6	(901 701)		(40 881)		(40 881)
Réduction de valeur / Reclassement	7	,		,		,
	8	12 335 084	12 300 000	12 328 969	821 698	13 150 667
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9	1 466 066		6 429 575		6 429 575
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11	1 466 066		6 429 575		6 429 575
et des partenariats commerciaux Remboursement ou produit de cession (Gain) perte sur remboursement ou sur cession Provision pour moins-value / Réduction de valeur	12 13 14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	836 373		121 899		121 899
Remboursement de la dette à long terme	17 (10 364 004)(9 610 350) (10 300 548) (1 548 603)(11 849 151)
	18	(9 527 631)	(9 610 350)	(10 178 649)	(1 548 603)	(11 727 252)
Affectations						
Activités d'investissement	19 (333 178) (134 410) (5 791 906)()(5 791 906)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20					
Excédent de fonctionnement affecté	21	1 106 132		213 216		213 216
Réserves financières et fonds réservés	22	(1 132 892)	(249 040)	(1 013 189)		(1 013 189)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(212 720)	(149 860)	` (47 111)		` (47 111)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24	, ,		· , ,		. ,
	25	(572 658)	(533 310)	(6 638 990)		(6 638 990)
	26	3 700 861	2 156 340	1 940 905	(726 905)	1 214 000
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice					/	
à des fins fiscales	27	3 862 720		12 891 021	43 915	12 934 936

^{1.} Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Réalisations 2019		Réalisations 2020	
	,	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé¹
Revenus d'investissement	1	3 585 658	4 708 212		4 708 212
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
Ajouter (déduire)					
Immobilisations					
Acquisition					
Administration générale	2 (285 391)(146 961)()(146 961
Sécurité publique	3 (1 523 780)(462 095)()(462 095)
Transport	4 (6 632 900)(8 856 715)()(8 856 715)
Hygiène du milieu	5 (3 627 933)(1 469 474)()(1 469 474)
Santé et bien-être	6 (1 315)(1 248)()(1 248)
Aménagement, urbanisme et développement	7 ()(54 079)()(54 079
Loisirs et culture	8 (1 139 257)(1 777 990)()(1 777 990
Réseau d'électricité	9 ()()()(
	10 (13 210 576)(12 768 562)()(12 768 562
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	11 ()(5 382 575)()(5 382 575)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et					
participations dans des entreprises municipales et des					
partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	12 ()()()(
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	13	9 845 004	9 656 901		9 656 901
Affectations					
Activités de fonctionnement	14	333 178	5 791 906		5 791 906
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	15				
Excédent de fonctionnement affecté	16				
Réserves financières et fonds réservés	17	421 818	305 600		305 600
	18	754 996	6 097 506		6 097 506
	19	(2 610 576)	(2 396 730)		(2 396 730)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	975 082	2 311 482		2 311 482

^{1.} Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES

AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2019		2020	
	-	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	267 293	12 423 566	948 544	13 372 110
Débiteurs (note 5)	2	23 864 441	25 603 434	415 788	25 317 993
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4				
Participations dans des entreprises municipales et des					
partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7	140 185	646 661		646 661
	8	24 271 919	38 673 661	1 364 332	39 336 764
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10	1 416 519			
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	16 276 272	15 885 034	877 226	16 061 031
Revenus reportés (note 12)	12	2 756 375	2 784 033	62 727	2 846 760
Dette à long terme (note 13)	13	89 348 240	89 170 869	18 405 166	107 576 035
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	2 550 300	2 007 558		2 007 558
Autres passifs (note 14)	15				
	16	112 347 706	109 847 494	19 345 119	128 491 384
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 15)	17	(88 075 787)	(71 173 833)	(17 980 787)	(89 154 620)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 16)	18	242 779 969	243 219 559	22 295 736	265 515 295
Propriétés destinées à la revente (note 17)	19	5 118 040	3 564 565		3 564 565
Stocks de fournitures	20	790 046	837 071		837 071
Autres actifs non financiers (note 18)	21	337 033	160 259	9 869	170 128
	22	249 025 088	247 781 454	22 305 605	270 087 059
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	2 668 788	7 254 778	434 246	7 689 024
Excédent de fonctionnement affecté	24	6 170 693	14 165 381		14 165 381
Réserves financières et fonds réservés	25	3 228 266	3 812 147		3 812 147
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26 (2 266 088)(2 315 492)()(2 315 492)
Financement des investissements en cours	27	(8 232 251)	(5 910 006)	, ,	(5 910 006)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	159 379 893	159 600 813	3 890 572	163 491 385
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29				
	30	160 949 301	176 607 621	4 324 818	180 932 439

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS CHARGES PAR OBJETS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Administration municipale		Données consolidées		
		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019	
Rémunération	1	32 869 700	31 823 816	32 121 961	32 870 122	
Charges sociales	2	7 704 220	7 199 795	7 263 470	7 305 980	
Biens et services						
Services obtenus d'organismes municipaux						
Compensations pour services municipaux	3					
Ententes de services						
Services de transport collectif	4					
Autres services	5	1 031 309	986 243	2 476 427	2 764 374	
Autres biens et services	6	21 765 001	27 099 784	23 349 689	21 150 612	
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terr	ne					
à la charge						
De l'organisme municipal	7	2 529 480	2 393 637	2 393 637	2 542 561	
D'autres organismes municipaux	8			816 948	909 480	
Du gouvernement du Québec						
et ses entreprises	9					
D'autres tiers	10					
Autres frais de financement	11	133 940	(334 461)	(330 873)	266 505	
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	12	4 048 800	4 538 139	4 538 139	4 536 049	
Transferts	13					
Autres	14		1 406	1 406	2 000	
Autres organismes						
Transferts	15					
Autres	16	3 547 020	3 825 336	3 715 862	3 859 862	
Amortissement des immobilisations	17	12 300 000	12 306 341	13 128 039	13 049 918	
Autres						
Autres	18	590 870	(73 458)	(73 458)	(15 078)	
•	19					
	20					
	21	86 520 340	89 766 578	89 401 247	89 242 385	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	7 689 024	3 037 441
Excédent de fonctionnement affecté	2	14 165 381	6 170 693
Réserves financières et fonds réservés	3	3 812 147	3 249 936
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (2 315 492)(2 266 088
Financement des investissements en cours	5	(5 910 006)	(8 232 251)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	163 491 385	162 543 560
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
V /	8	180 932 439	164 503 291
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	7 254 778	2 668 788
Organismes contrôlés et partenariats¹	10	434 246	368 653
	11	7 689 024	3 037 441
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
 Engagements et autres 	12	1 778 672	304 690
•	13		
Oeuvres d'arts	14	2 761	2 761
Transport collectif	15	1 421 383	1 421 383
Équilibre budgétaire 2021	16	2 161 750	
• Élections	17	350 000	
Foresterie urbaine	18	160 000	
 Réparation pavage 	19	400 000	400 000
 Développement économique 	20	7 890 815	4 041 859
·	21	14 165 381	6 170 693
Organismes contrôlés et partenariats¹			
•	22		
•	23		
•	24		
	25		
	26	14 165 381	6 170 693

^{1.} Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite) AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
 Revitalisation 	27	216 775	218 270
 Patrimonial 	28	790 211	216 901
 Changements climatiques 	29	275 000	
•	30		
•	31		
	32	1 281 986	435 171
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
 Association Soccer 	33		21 670
•	34		
•	35		
	36		21 670
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	758 813	560 439
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39		287 513
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41	898 039	1 071 834
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
 Fond stationnement 	45	58 513	58 513
Fond parc	46	814 796	814 796
	47	2 530 161	2 793 095
	48	3 812 147	3 249 936

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite) AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	19 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 ()(
Avantages postérieurs au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 (749 302)(749 302
Autres	52 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	3 ()(
Ę	54 (749 302)(749 302
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 ()(
Assainissement des sites contaminés	66 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 ()(
Autres			
•	58 ()(
	i9 ()(
	60 (749 302)(749 302
Mesures d'allègement fiscal transitoires			
Modifications comptables du 1er janvier 2000			
Salaires et avantages sociaux	61 ()(4 902
Intérêts sur la dette à long terme	62 ()(61
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	3 ()(
Utilisation du fonds de roulement	64 ()(
Mesure relative aux frais reportés	55 ()(
Autres			
•	66 ()(
•	67 ()(
6	88 ()(4 963
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	0 (250 649)(210 068
3	'1 ()(
Autres			
 Dépenses opérations 	72 (1 502 776)(1 301 755
	'3 ()(
	' 4 (1 753 425)(1 511 823
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
	75	187 235	
· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	76		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de			
P	7		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement			
liés à des emprunts de fonctionnement	78		
Autres			
- 7	'9		
	30	187 235	
	31 (2 315 492)(2 266 088

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite) AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	82	7 392 723	5 609 900
Investissements à financer	83 (13 302 729)(13 842 151)
	84	(5 910 006)	(8 232 251)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	85	265 515 295	265 897 403
Propriétés destinées à la revente	86	4 211 226	5 258 225
Prêts	87		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89		
	90	269 726 521	271 155 628
Ajustements aux éléments d'actif	91		
	92	269 726 521	271 155 628
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	93 (107 576 035)(109 302 010)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (357 380)(286 555
Montants des débiteurs et autres montants affectés			
au remboursement de la dette à long terme	95		
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	1 698 279	976 497
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97		
	98 (106 235 136)(108 612 068)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 ()()
	100 (106 235 136)(108 612 068)
	101	163 491 385	162 543 560

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice Régimes de retraite enregistrés 1 Régimes supplémentaires de retraite 2

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Les régimes de retraite des employés de l'administration municipale sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur les régimes complémentaires de retraite du Québec (L.R.Q., chapitre R - 15.1) et de la Loi de l'impôt sur le revenu. Les prestations prévues au titre du régime de retraite sont principalement fonction du nombre d'années de service et de la moyenne des trois meilleurs salaires annuels gagnés au cours des dix dernières années pour les cadres et les policiers. Ces avantages varient en fonction du groupe d'emploi à l'intérieur duquel se retrouve un employé et la période de services rendus. Les participants et les employeurs se partagent le financement de leur régime respectif par le versement de cotisations.

L'évaluation actuarielle la plus récente de l'administration municipale des régimes de retraite aux fins de la capitalisation a été effectuée le 31 décembre 2019. La prochaine évaluation devrait être effectuée en date du 31 décembre 2022.

		2020	2019
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3	(1 259 500)	(1 467 700)
Charge de l'exercice	4 (1 926 932)(1 218 800)
Cotisations versées par l'employeur	5	2 426 474	1 427 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	(759 958)	(1 259 500)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	151 003 892	86 974 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (151 430 892)(87 120 000
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	(427 000)	(146 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	(332 958)	(1 113 500)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	(759 958)	(1 259 500)
Provision pour moins-value	12 ()(,
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	(759 958)	(1 259 500)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur			
des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14	1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ((427 000))(146 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ((427 000))(146 000)

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	5 162 556	2 607 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20	5 162 556	2 607 000
Cotisations salariales des employés	21 (3 017 152)(1 430 000)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs	•		•
dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()()
	23	2 145 404	1 177 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	66 500	51 800
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification			
de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
Redressement surcomplémentaire	29	226 200	
•	30		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	2 438 104	1 228 800
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	7 849 837	4 837 000
Rendement espéré des actifs	33 (8 361 009)(4 847 000)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	(511 172)	(10 000)
Charge de l'exercice	35	1 926 932	1 218 800
		1 020 002	1210000
Informations complémentaires	20	0 000 704	E 044 000
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	8 883 731	5 244 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (8 361 009)(4 847 000)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	522 722	397 000
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	(1 382 964)	(785 000)
Prestations versées au cours de l'exercice	40	6 703 393	3 701 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice		454 070 004	00 477 000
(si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	151 873 981	89 177 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances			
émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u>			
comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	427 000	146 000
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur			
des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44	542 300	521 006
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	18 790 994	10 461 900
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	14	13
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	5,80 %	5,70 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	5,90 %	5,89 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	2,60 %	2,87 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	2,05 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques		_,00 /0	2,00 /0
•	51		
	52		

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exerciceRégimes d'avantages complémentaires de retraite531Autres avantages sociaux futurs541

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

Ces avantages comprennent notamment l'assurance vie offerte aux retraités cols bleus et cadres. De plus, les employés cadres bénéficient d'une allocation de préretraite et d'une prime de rétention.

		2020	2019
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	55	(1 290 800)	(1 231 200)
Charge de l'exercice	56 (341 000)(306 100)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	384 200	246 500
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	(1 247 600)	(1 290 800)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (2 050 400)(1 627 100)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	(2 050 400)	(1 627 100)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	802 800	336 300
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice			
avant la provision pour moins-value	63	(1 247 600)	(1 290 800)
Provision pour moins-value	64 ()()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	(1 247 600)	(1 290 800)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages			
dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes et avantages en cause	66	2	2
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 (1 247 600)(1 290 800)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 (1 247 600)(1 290 800)

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	222 800	194 200
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72	222 800	194 200
Cotisations salariales des employés	73 ()()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de			
régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()()
	75	222 800	194 200
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	65 800	61 700
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification			
de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
•	81		
•	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83	288 600	255 900
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84	52 400	50 200
Rendement espéré des actifs	85 ()()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86	52 400	50 200
Charge de l'exercice	87	341 000	306 100
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 ()()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91	(532 300)	26 400
Prestations versées au cours de l'exercice	92	(384 200)	(246 500)
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice			
(si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances			
émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite			
capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96	12	12
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	1,32 %	3,00 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103	,•	70
Autres hypothèses économiques			
•	104		

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES				
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	106			
Description des régimes et autres renseignements				
		2020	2019	
Charge de l'exercice Cotisations de l'employeur				
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107			
Régime de retraite par financement salarial	108			
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109			
Autres régimes	110			
	111			
D) AUTRES RÉGIMES				
Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	112			
Description des régimes et autres renseignements				
		2020	2019	
Charge de l'exercice				
Cotisations de l'employeur				
Régime volontaire d'épargne-retraite	113			
Régime de retraite simplifié	114			
REER	115			
Autres régimes	116			
	117			
E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX				
		2020	2019	
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	118	11		11

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par retraite Québec, qui ne comportent pas de comptes distincts, les

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2020	2019
Cotisations des élus au RREM	119	21 437	21 016
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	120	72 878	71 983
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	121	45 478	46 487
	122	118 356	118 470

Note



Non audité		Administration municipale	Données co	nsolidées
		Réalisations	Réalisations	Réalisations
TAXES		2020	2020	2019
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	51 124 720	50 559 815	48 598 671
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3	829 566	829 566	546 193
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	1 837 499	1 837 499	2 038 765
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			32 215
Autres	8			
	9	53 791 785	53 226 880	51 215 844
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	3 561 453	3 561 453	3 599 792
Égout	11	3 869 499	3 869 499	3 866 349
Traitement des eaux usées	12	0 000 100	0 000 100	0 000 0 10
Matières résiduelles	13	4 314 205	4 314 205	4 286 124
Autres		1011200	1011200	1 200 12 1
Autico	14	3 453 687	3 453 687	3 431 472
•	15	3 1 33 001	0 400 001	0 101 172
•	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	274 116	274 116	276 117
Service de la dette	18	459 641	459 641	544 918
Pouvoir général de taxation	19	100 011	400 041	0 11 010
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
Activites a investissement	22	15 932 601	15 932 601	16 004 772
Taxes d'affaires		.5 002 001	10 002 001	.0 001772
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	15 932 601	15 932 601	16 004 772
	27	69 724 386	69 159 481	67 220 616

Non audité		Administration municipale	Données co	nsolidées
COMPENSATIONS TEMANT LIFT DE TAYES		Réalisations	Réalisations	Réalisations
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		2020	2020	2019
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES				
ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du				
gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28	449	449	434
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29			
Taxes d'affaires	30			
Compensations pour les terres publiques	31			
	32	449	449	434
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	785 439	785 439	773 074
Cégeps et universités	34			
Écoles primaires et secondaires	35	741 183	741 183	658 806
<u> </u>	36	1 526 622	1 526 622	1 431 880
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements				
et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40			
	41	1 527 071	1 527 071	1 432 314
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES				
ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42			
Taxes sur une autre base	42			
	43			
Taxes, compensations et tarification				
Taxes d'affaires	44 45			
	45			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises				
autoconsommatrices d'électricité	49			
	50			
Autres	50 51			
	52	1 527 071	1 527 071	1 432 314
	52	1 327 07 1	1 327 07 1	1 432 314

Non audité		Administration municipale	Données co	nsolidées
TRANSFERTS	_	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53	21 793	21 793	5 079
Sécurité publique				
Police	54	29 114	29 114	14 957
Sécurité incendie	55	(22 -22)	/	
Sécurité civile	56	(68 508)	(68 508)	290 939
Autres	57			
Transport				
Réseau routier		22 - 12	22 - 12	
Voirie municipale	58	28 710	28 710	30 547
Enlèvement de la neige	59	45.004	45.004	
Autres	60	15 001	15 001	
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61			
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de	00	40,000	40.000	00.540
l'eau potable	68	12 928	12 928	22 510
Réseau de distribution de l'eau potable	69 70	69 575	69 575	74 992
Traitement des eaux usées	70 71	38 059 67 269	38 059 67 269	41 022
Réseaux d'égout Matières résiduelles	/1	07 209	07 209	72 506
Déchets domestiques et assimilés	72			
Matières recyclables	12			
Collecte sélective				
	73	306 127	306 127	297 474
Collecte et transport Tri et conditionnement	73 74	1 074 039	1 074 039	844 685
Autres	75	1 074 039	1 074 039	044 003
Autres	75 76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78			
Autres	79			
Autico	13			

on audité		Administration municipale	Données consolidées		
	,	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
TRANSFERTS (suite)		2020	2020	2019	
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)					
Santé et bien-être					
Logement social	80				
Sécurité du revenu	81				
Autres	82				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	83				
Rénovation urbaine	84				
Promotion et développement économique	85	68 741	78 663	102 507	
Autres	86				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	87	64 577	64 577	29 847	
Activités culturelles					
Bibliothèques	88	245 522	245 522	235 798	
Autres	89	580 476	734 021	372 608	
Réseau d'électricité	90				
	91	2 553 423	2 716 890	2 435 471	

Non audité	Administration municipale	Données consolidées	
TRANSFERTS (suite)	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale 92	17 500	17 500	
Sécurité publique			
Police 93			
Sécurité incendie 94			
Sécurité civile 95			
Autres 96			
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale 97	2 933 517	2 933 517	8 502
Enlèvement de la neige			
Autres 99			
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier 100			
Transport adapté 101			
Transport scolaire 102			
Autres 103			
Transport aérien 104			
Transport par eau 105			
Autres 106			
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de			
l'eau potable	(891)	(891)	1 254
Réseau de distribution de l'eau potable	6 468	6 468	300 645
Traitement des eaux usées 109	(27 208)	(27 208)	3 763
Réseaux d'égout	21 631	21 631	1 436 413
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés			
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport			
Tri et conditionnement			
Autres 114			
Autres 115			
Cours d'eau 116			
Protection de l'environnement			
Autres 118			

Non audité		Administration municipale	Données consolidées		
	-	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
TRANSFERTS (suite)		2020	2020	2019	
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)					
Santé et bien-être					
Logement social	119				
Sécurité du revenu	120				
Autres	121				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	122				
Rénovation urbaine	123				
Promotion et développement économique	124				
Autres	125				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	126				
Activités culturelles					
Bibliothèques	127				
Autres	128				
Réseau d'électricité	129				
	130	2 951 017	2 951 017	1 750 57	

Non audité		Administration municipale	Données consolidées		
	•	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
TRANSFERTS (suite)		2020	2020	2019	
TRANSFERTS DE DROIT					
Regroupement municipal et réorganisation					
municipale	131				
Péréquation	132				
Neutralité	133				
Partage des redevances sur les					
ressources naturelles	134				
Compensation pour la collecte sélective					
de matières recyclables	135				
Fonds de développement des territoires	136				
Contributions des automobilistes pour le					
transport en commun — Droits					
d'immatriculation	137				
Dotation spéciale de fonctionnement	138	4 323 501	4 323 501		
Soutien à la compétence de					
développement local et régional des MRC					
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	139				
Autres	140				
	141	4 323 501	4 323 501		
TOTAL DES TRANSFERTS	142	9 827 941	9 991 408	4 186 048	

Non audité		Administration municipale	Données consolidées		
		Réalisations	Réalisations	Réalisations	
SERVICES RENDUS		2020	2020	2019	
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX					
Administration générale					
Greffe et application de la loi	143				
Évaluation	144				
Autres	145				
	146				
Sécurité publique					
Police	147	908 455	908 455	856 232	
Sécurité incendie	148	78 918	78 918	69 672	
Sécurité civile	149			00 0. =	
Autres	150				
	151	987 373	987 373	925 904	
Transport				0_0 00 .	
Réseau routier					
Voirie municipale	152				
Enlèvement de la neige	153				
Autres	154				
Transport collectif	155				
Autres	156				
7101100	157				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de					
l'eau potable	158				
Réseau de distribution de l'eau potable	159				
Traitement des eaux usées	160				
Réseaux d'égout	161				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	162				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	163				
Tri et conditionnement	164				
Autres	165				
Autres	166				
Cours d'eau	167				
Protection de l'environnement	168				
Autres	169				
, 101100	170				

Non audité		Administration municipale	Données consolidées		
	•	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
SERVICES RENDUS (suite)		2020	2020	2019	
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)					
Santé et bien-être					
Logement social	171				
Autres	172				
	173				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	174				
Rénovation urbaine	175				
Promotion et développement économique	176				
Autres	177				
	178				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	179	245 834	245 834	414 737	
Activités culturelles					
Bibliothèques	180				
Autres	181				
	182	245 834	245 834	414 737	
Réseau d'électricité	183				
	184	1 233 207	1 233 207	1 340 641	

Non audité		Administration municipale	Données consolidées		
	•	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
SERVICES RENDUS (suite)		2020	2020	2019	
AUTRES SERVICES RENDUS					
Administration générale					
Greffe et application de la loi	185				
Évaluation	186				
Autres	187	296 807	696 876	639 239	
	188	296 807	696 876	639 239	
Sécurité publique					
Police	189	118 659	118 659	118 228	
Sécurité incendie	190	35 352	35 352	33 485	
Sécurité civile	191				
Autres	192				
	193	154 011	154 011	151 713	
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	194	171 945	171 945	274 831	
Enlèvement de la neige	195				
Autres	196				
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	197	25 576	25 576	65 170	
Transport adapté	198				
Transport scolaire	199				
Autres	200				
Autres	201				
	202	197 521	197 521	340 001	
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de					
l'eau potable	203				
Réseau de distribution de l'eau potable	204	29 137	29 137	60 229	
Traitement des eaux usées	205				
Réseaux d'égout	206	31 170	31 170	63 451	
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	207				
Matières recyclables	208	6 248	6 248	2 564	
Autres	209	25 113	25 113	15 235	
Cours d'eau	210				
Protection de l'environnement	211	1 617	1 617	2 045	
Autres	212	38 465	38 465	37 712	
	213	131 750	131 750	181 236	

Non audité		Administration municipale	Données consolidées		
	•	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
SERVICES RENDUS (suite)		2020	2020	2019	
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)					
Santé et bien-être					
Logement social	214				
Sécurité du revenu	215				
Autres	216				
	217				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	218	24 303	24 303	24 452	
Rénovation urbaine	219				
Promotion et développement économique	220				
Autres	221				
	222	24 303	24 303	24 452	
Loisirs et culture					
Activités récréatives	223	358 278	731 295	1 934 586	
Activités culturelles					
Bibliothèques	224	18 642	18 642	50 953	
Autres	225	146 542	151 542	485 952	
	226	523 462	901 479	2 471 491	
Réseau d'électricité	227				
	228	1 327 854	2 105 940	3 808 132	
TOTAL DES SERVICES RENDUS	229	2 561 061	3 339 147	5 148 773	

Non audité		Administration municipale	Données consolidées		
		Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019	
IMPOSITION DE DROITS					
Licences et permis	230	700 242	700 242	634 172	
Droits de mutation immobilière	231	5 863 717	5 863 717	4 017 107	
Droits sur les carrières et sablières	232	793 117	793 117	787 556	
Autres	233	925 350	948 095	926 222	
	234	8 282 426	8 305 171	6 365 057	
AMENDES ET PÉNALITÉS	235	2 334 758	2 334 758	3 119 313	
REVENUS DE PLACEMENTS					
DE PORTEFEUILLE	236				
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	237	791 002	791 002	976 418	
AUTRES REVENUS					
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	238	40 881	40 881	901 701	
Produit de cession de propriétés destinées					
à la revente	239	9 231 531	9 231 531	2 938 821	
Gain (perte) sur remboursement de prêts et					
sur cession de placements	240				
Contributions des promoteurs	241	954 815	954 815	1 072 866	
Contributions des automobilistes pour le					
transport en commun — Taxe sur l'essence	242				
Contributions des organismes municipaux	243	12 700	12 700	442 721	
Autres contributions	244	29 128	29 128	18 954	
Redevances réglementaires	245				
Autres	246	107 206	113 302	8 251	
	247	10 376 261	10 382 357	5 383 314	
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE					
RESTRUCTURATION	248				

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité		Ad	ministration municipale	Données consolidées		
		Réalisations 2020			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation	Ventilation de	Total	2020	2019
		de l'amortissement	l'amortissement		2020	2019
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	912 076		912 076	912 076	1 034 004
Greffe et application de la loi	2	1 634 926	266	1 635 192	1 635 192	1 843 619
Gestion financière et administrative	3	4 988 872	535 377	5 524 249	5 524 249	5 712 482
Évaluation	4	359 204		359 204	359 204	486 133
Gestion du personnel	5	919 125		919 125	919 125	896 126
Autres						
Autres	6	1 695 766		1 695 766	1 992 278	1 258 781
	7					
	8	10 509 969	535 643	11 045 612	11 342 124	11 231 145
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	12 535 192	234 233	12 769 425	12 697 450	12 793 109
Sécurité incendie	10	5 256 936	511 329	5 768 265	5 768 265	6 006 982
Sécurité civile	11	156 743	24 699	181 442	181 442	476 207
Autres	12	306 413		306 413	306 413	466 665
	13	18 255 284	770 261	19 025 545	18 953 570	19 742 963
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	5 679 284	4 160 976	9 840 260	9 840 260	10 241 457
Enlèvement de la neige	15	2 716 586		2 716 586	2 716 586	3 023 950
Éclairage des rues	16	697 307	304 493	1 001 800	1 001 800	926 873
Circulation et stationnement	17	258 037		258 037	258 037	240 511
Transport collectif						
Transport en commun	18	3 392 654		3 392 654	3 392 654	3 395 076
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21	137 550		137 550	137 550	135 764
	22	12 881 418	4 465 469	17 346 887	17 346 887	17 963 631

Non audité		Ad	ministration municipale		Données co	
			Réalisations 2020		Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation	Ventilation de	Total	2020	2019
		de l'amortissement	l'amortissement			2010
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de						
l'eau potable	23	2 092 221	33 300	2 125 521	2 125 521	2 067 688
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 368 649	827 326	2 195 975	2 195 975	2 068 688
Traitement des eaux usées	25	1 906 377	2 297 019	4 203 396	4 203 396	4 231 448
Réseaux d'égout	26	751 768	1 330 014	2 081 782	2 081 782	2 087 032
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	1 213 763		1 213 763	1 213 763	1 218 682
Élimination	28	1 032 252		1 032 252	1 032 252	1 167 437
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	1 053 547		1 053 547	1 053 547	990 541
Tri et conditionnement	30	355 493	15 502	370 995	370 995	358 726
Matières organiques						
Collecte et transport	31	415 237		415 237	415 237	974 414
Traitement	32	310 593		310 593	310 593	85 649
Matériaux secs	33	198 615		198 615	198 615	138 456
Autres	34	374 724		374 724	374 724	314 041
Plan de gestion	35	• • • • • • • • • • • • • • • • • • • •			*****	
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38	247 049		247 049	247 049	343 062
Autres	39	81 377		81 377	81 377	80 105
7.00.00	40	11 401 665	4 503 161	15 904 826	15 904 826	16 125 969
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	42 493		42 493	42 493	42 500
Sécurité du revenu	42	12 100		12 100	12 100	12 300
Autres	43	158 854		158 854	158 854	170 000
7.00.00	44	201 347		201 347	201 347	212 500

Non audité		Ad	Données consolidées			
			Réalisations 2020		Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET						
DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	1 442 811	57 564	1 500 375	903 163	893 009
Rénovation urbaine		1 112 011	01 00 1	1 000 010	000 100	000 000
Biens patrimoniaux	46	288 364		288 364	288 364	279 822
Autres biens	47	374 121		374 121	802 258	867 730
Promotion et développement économique		014 121		014 121	002 230	001 100
Industries et commerces	48	1 048 137		1 048 137	864 573	1 018 213
Tourisme	49	2 000		2 000	2 000	2 000
Autres	50	63 328		63 328	129 466	133 104
Autres	51	7 295 665		7 295 665	7 295 665	2 340 223
Autres	52	10 514 426	57 564	10 571 990	10 285 489	5 534 101
		10 011 120	07 00 1	10 07 1 000	10 200 100	0 001 101
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives		450 400	50.000	500.040	407.000	540.404
Centres communautaires	53	450 138	52 202	502 340	497 922	543 424
Patinoires intérieures et extérieures	54	1 936 316	274 103	2 210 419	2 329 112	2 457 383
Piscines, plages et ports de plaisance	55	3 072 139	14 228	3 086 367	1 729 859	2 507 205
Parcs et terrains de jeux	56	2 316 176	1 066 240	3 382 416	2 583 986	3 071 492
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58	241 758		241 758	237 340	296 828
Autres	59				921 178	1 057 696
	60	8 016 527	1 406 773	9 423 300	8 299 397	9 934 028
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	1 086 634	115 772	1 202 406	1 202 406	1 490 908
Bibliothèques	62	2 064 217	302 112	2 366 329	2 366 329	2 648 860
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63	469 574	149 586	619 160	619 160	639 734
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65					
	66	3 620 425	567 470	4 187 895	4 187 895	4 779 502
	67	11 636 952	1 974 243	13 611 195	12 487 292	14 713 530

Non audité		Ad	Iministration municipale	Données consolidées			
			Réalisations 2020			Réalisations	
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019	
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	69	2 393 637		2 393 637	3 210 585	3 452 041	
Autres frais	70						
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	(458 772)		(458 772)	(458 772)	40 200	
Autres	72	124 311		124 311	127 899	226 305	
	73	2 059 176		2 059 176	2 879 712	3 718 546	
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE							
RESTRUCTURATION	74						
AMORTISSEMENT DES							
IMMOBILISATIONS	75	12 306 341 (12 306 341)				

Autres renseignements financiers non audités

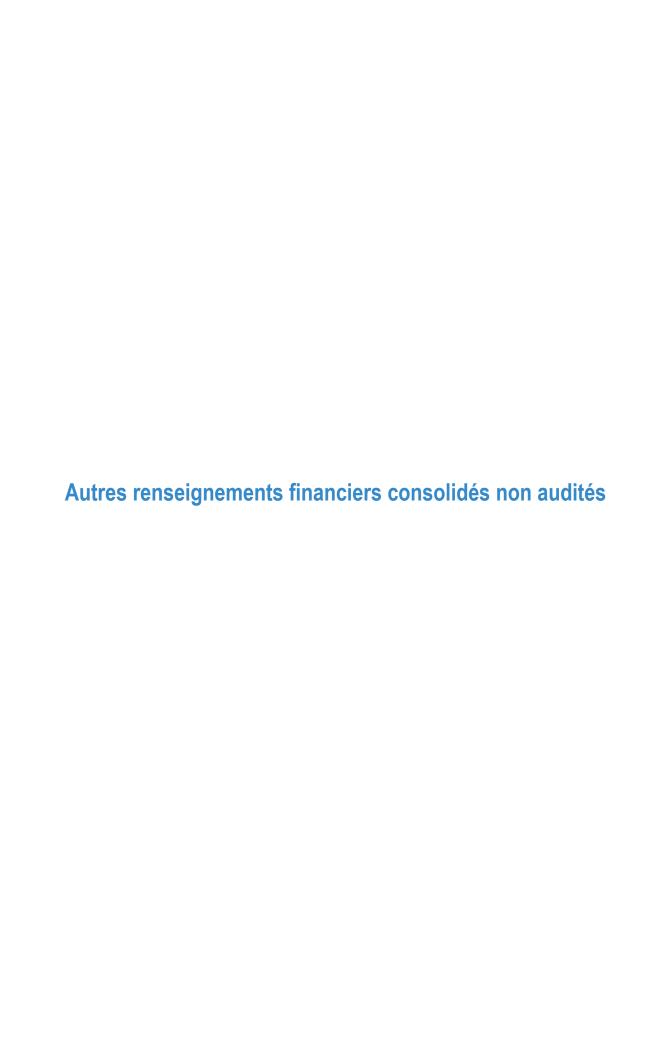
Exercice terminé le 31 décembre 2020

Ville de Saint-Eustache | 72005 |

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées Analyse de la dette à long terme consolidée Endettement total net à long terme consolidé Analyse de la charge de quotes-parts consolidée					
Autres renseignements financiers non consolidés non audités					
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	7				
Analyse de la rémunération non consolidée	8				
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	8				
Frais de financement non consolidés par activités	9				
Rémunération des élus	10				
Autres renseignements					
Questionnaire	11				



ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019	
IMMOBILISATIONS					
Infrastructures					
Conduites d'eau potable	1	432 106	432 106	1 227 188	
Usines de traitement de l'eau potable	2	64	64	3 126	
Usines et bassins d'épuration	3	269 400	269 400	428 340	
Conduites d'égout	4	513 174	513 174	1 357 706	
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5				
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	7 952 657	7 952 657	5 472 060	
Ponts, tunnels et viaducs	7				
Systèmes d'éclairage des rues	8	225 320	225 320	467 494	
Aires de stationnement	9	37 144	37 144	205 752	
Parcs et terrains de jeux	10	735 958	735 958	605 279	
Autres infrastructures	11	100 075	100 075	351 196	
Réseau d'électricité	12				
Bâtiments					
Édifices administratifs	13	245 708	245 708	1 426 327	
Édifices communautaires et récréatifs	14	936 258	936 258	437 872	
Améliorations locatives	15				
Véhicules					
Véhicules de transport en commun	16				
Autres	17	631 347	631 347	634 985	
Ameublement et équipement de bureau	18	209 506	209 506	193 311	
Machinerie, outillage et équipement divers	19	427 358	427 358	355 185	
Terrains	20	52 487	52 487	48 255	
Autres	21				
	22	12 768 562	12 768 562	13 214 076	

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23	30 904	30 904	246 606
Usines de traitement de l'eau potable	24	64	64	3 126
Usines et bassins d'épuration	25	154 279	154 279	27 743
Conduites d'égout	26	73 040	73 040	480 428
Autres infrastructures	27	7 227 204	7 227 204	5 026 560
Infrastructures pour nouveau développement				
(ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28	401 202	401 202	980 582
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30	115 121	115 121	400 597
Conduites d'égout	31	440 134	440 134	877 278
Autres infrastructures	32	1 823 950	1 823 950	2 075 221
Autres immobilisations	33	2 502 664	2 502 664	3 095 935
	34	12 768 562	12 768 562	13 214 076

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal Emprunts refinancés par anticipation Excédent accumulé affecté au	1				
remboursement de la dette à long terme Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	1 542 957	68 274	552 494	1 058 737
Fonds d'amortissement	4	1 342 931	00 2/4	332 494	1 000 131
Forius a amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou					
des municipalités membres	5	13 578 667	99 426	1 442 003	12 236 090
De l'ensemble des contribuables ou					
des municipalités membres	6	94 336 741	10 026 300	9 791 653	94 571 388
De la municipalité (Société de					
transport en commun)	7				
	8	109 458 365	10 194 000	11 786 150	107 866 215
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme) Débiteurs Gouvernement du Québec et ses entreprises Organismes municipaux	9 10				
Autres tiers	11				
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	12 3 13				
	14				
Revenus futurs découlant des ententes					
conclues avec le gouvernement du					
Québec	15	130 200		63 000	67 200
Prêts, placements de portefeuille à titre					
d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	130 200		63 000	67 200
	19	109 588 565	10 194 000	11 849 150	107 933 415
Dette en cours de refinancement	20 ()		()
Reclassement / Redressement	21			(3)	
Dette à long terme	22	109 588 565	10 194 000	11 849 147	107 933 415

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	89 528 249
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	13 302 729
Activités de fonctionnement à financer	3	55 147
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
•	5	
•	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	898 039
Débiteurs	9	
Revenus futurs découlant des ententes		
conclues avec le gouvernement du Québec	10	67 200
Autres montants	11	160 697
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	7 392 723
Autres	·-	7 002 720
Autres financements	13	634 935
- Autros infantorito	14	00+ 000
Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	93 732 531
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des		40 405 400
organismes contrôlés et des partenariats	16	18 405 168
Endettement net à long terme	17	112 137 699
Quote-part dans l'endettement total net à long terme		
d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	18	
Communauté métropolitaine	19	263 182
Autres organismes	20	3 958 000
Endettement total net à long terme	21	116 358 881
Quote-part dans l'endettement total net à long terme		
de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à		
long terme de l'agglomération	23	
	24	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-		
part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	116 358 881
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité		
(inclus ci-dessus)	26	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux		
centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à		
la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences		
d'agglomération et le portrait global)	27	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité		Administration municipale	Données consolidées		
		Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019	
Administration générale					
Greffe et application de la loi	1				
Évaluation	2				
Autres	3				
Sécurité publique					
Police	4				
Sécurité incendie	5				
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9	3 391 504	3 391 504	3 393 696	
Autres	10				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11				
Matières résiduelles	12				
Cours d'eau	13				
Protection de l'environnement	14				
Autres	15				
Santé et bien-être					
Logement social	16				
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et					
développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18				
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	1 146 635	1 146 635	1 142 353	
Autres	21				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22				
Activités culturelles	23				
Réseau d'électricité	24				
	25	4 538 139	4 538 139	4 536 049	



ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		2020	2019
Rémunération	1		96 702
Charges sociales	2		25 226
Biens et services	3	12 366 101	12 504 952
Frais de financement	4	402 461	583 696
Autres	5		
	6	12 768 562	13 210 576

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

Administration municipale		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Cadres et contremaîtres	1	75,00	35,00	141 150,00	7 745 742	1 911 123	9 656 865
Professionnels	2	2,00	35,00	4 415,00	184 040	30 076	214 116
Cols blancs	3	146,00	32,00	257 223,00	7 768 716	1 737 389	9 506 105
Cols bleus	4	96,00	37,00	199 372,00	6 078 020	1 295 197	7 373 217
Policiers	5	71,00	35,00	146 946,00	6 877 456	1 540 180	8 417 636
Pompiers	6	32,00	37,00	73 516,00	2 610 907	529 705	3 140 612
Conducteurs et opérateurs							
(transport en commun)	7						
	8	422,00		822 622,00	31 264 881	7 043 670	38 308 551
Élus	9	11,00			558 935	156 125	715 060
	10	433,00			31 823 816	7 199 795	39 023 611

- 1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
- 2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Gouvernement du Québec		Gouvernement	ARTM/MRC/	Total
		Fonctionnement	Investissement	du Canada	Municipalités/ Communautés métropolitaines	
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	12 928	(891)			12 037
Réseau de distribution de l'eau potable	13	69 575	6 468			76 043
Traitement des eaux usées	14	38 059	(27 208)			10 851
Réseaux d'égout	15	67 269	21 631			88 900
Autres	16	6 620 352	2 951 017		68 741	9 640 110
	17	6 808 183	2 951 017		68 741	9 827 941

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		2020	2019
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	146 038	594 425
	4	146 038	594 425
Sécurité publique			
Police	5	15 522	22 447
Sécurité incendie	6	98 345	58 223
Sécurité civile	7	212	380
Autres	8		
	9	114 079	81 050
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	1 000 395	1 179 567
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	1 000 395	1 179 567
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	47 842	52 549
Réseau de distribution de l'eau potable	17	111 769	123 346
Traitement des eaux usées	18	57 851	92 625
Réseaux d'égout	19	88 322	100 786
Matières résiduelles	10	00 322	100 700
	20	7 654	8 608
Déchets domestiques et assimilés		7 004	0 000
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23	0 = 4.4	
Protection de l'environnement	24	3 511	3 889
Autres	25	010.010	001.000
	26	316 949	381 803
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	9 250	21 645
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35	9 250	21 645
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	292 101	348 017
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	163 975	172 916
Autres	38	16 389	24 115
	39	472 465	545 048
Réseau d'électricité	40		2,2,3,0
	41	2 059 176	2 803 538

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹ EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité	Fonction	Reçu de l'organi	sme municipal	Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux		
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	
Conseiller	Conseiller	27 143	12 258			
Maire	Maire	100 033	17 044			
Maire suppléant	Maire suppléant	4 264	2 132			
MRC Deux Montagnes	Maire	12 462				
CMM	Maire	21 500				

Note

^{1.} Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

	Non audité	OUI	I NON	S.O.
1.	Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	1 200 000 \$	
2.	L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH?	2 X	3 4	
Les	questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement			
3.	La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5 X	6	
	Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	7	793 117 \$	
4.	La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8 X	9	
5.	Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :			
	Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille	10	\$	
	d'investissement	11	\$	
	Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	12	\$	
	Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	13	\$	
	Ligne 12 : Placements de portefeuille	14	\$	
	Ligne 13 : Débiteurs	15	\$	
	Ligne 14 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	16	\$	
	Ligne 15 : Provision pour moins-value	17	\$	
	Ligne 18 : Créditeurs et charges à payer	18	\$	
	Ligne 19 : Revenus reportés	19	\$	

	No	on audité		OUI		NOI	N
6.	La	municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :					
	a)	le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU.	20	X	21]
		Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	22			52 526	3 \$
	b)	le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.	23	X	24]
		Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2020	25		5 8	363 717	7 \$
	c)	le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).	26		27	X]
		Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	28				_\$
	d)	le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).	29		30	X]
		Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	31				_\$
7.	La	municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?	32		33	X]
		oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?	34		35]
		oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que durée de l'entente :					
8.	La	municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :					
	a)	du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	36		37	X]
		Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	38				\$
	b)	du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	39		40	Х]
		Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020			40		.\$
			41				_ ¥
9.	en	municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales napitre C-47.1)?	42		43	X]
	Si	oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :					
	a)	crédits de taxes	44				_ \$
	b)	autres formes d'aide	45				\$

10.	Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2020		
	Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2020	46	\$
	Facteur comparatif de 2020	47	
	Valeur uniformisée	48	\$
11.	Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2020 dans le cadre du Volet entretien du réseau local (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ	49	\$
	Total des frais encourus admissibles au volet ERL :		
	 a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement) Dépenses relatives à l'entretien d'hiver Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver b) Dépenses d'investissement c) Total des frais encourus admissibles d) Description des dépenses d'investissement : 	50 51 52 53	\$ \$ \$
	Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des routes locales de niveaux 1 et 2 :		
	a) Numéro de la résolutionb) Date d'adoption de la résolution	54 55	
12.	La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?	56 X	57
	Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :		
	a) Numéro de la résolutionb) Date d'adoption de la résolution	58 59	2019-10-650 2019-10-15
13.	Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens		
	Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3)	60 61	
	Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'exercice (art. 5)	62	
	 d) Nombre et race de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 8 et 9) : 		
	Indiquer la race de chien		
	e) Nombre et race de chiens euthanasiés au cours de l'exercice parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et (art. 10) :		
	a causé sa mort	64	

	Indiquer la race de chien				
	lui a infligé une blessure grave	65			
	Indiquer la race de chien				
f)	Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)	66			
g)	Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité	67	 		
	spositions pénales Nombre de constats d'infraction délivrés par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du Règlement (art. 33, 34, 35, 37, 38 et 39)	68			
i)	La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?	69	70)	\neg

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Ville de Saint-Eustache | 72005 |

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	1
Taux global de taxation réel	4

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Au secrétaire-trésorier de la Ville de Saint-Eustache,

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la VILLE DE SAINT-EUSTACHE (ci-après la « Ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit du tableau » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit du tableau au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. Le tableau a été préparé afin de permettre à la Ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le tableau ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard du tableau

La direction est responsable de la préparation du tableau conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un tableau exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que le tableau est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs du tableau prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre:

- nous identifions et évaluons les risques que le tableau comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Comptables professionnels agréés

[Original signé par]

MÉLANIE THERRIEN, CPA auditrice, CA AMYOT GÉLINAS, s.e.n.c.r.l. Blainville, 6 mai 2021

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Parameter and Consociated		00 704 000
Revenus de taxes Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières,	1	69 724 386
pris en compte dans les revenus de taxes 2	288 155	
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2020 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	1 559
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1er alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	13 992 823
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	274 116
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation réel	9 .	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	55 459 006
ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES		
Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2020 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	5 505 884 700
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2020 en tenant compte		
de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	5 551 146 600
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	13	5 528 515 650
(Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	10	3 320 313 030
TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2020 (Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)	14	1,0031 / 100 \$

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	Non audité	OUI	NON	S.O.
1.	Est-ce que le rapport financier est consolidé?	1 X	2	
	Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».			
	Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3	4 X	
2.	La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5	6 X	
3.	Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7	8 X	
	questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences IRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
4.	La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9	10	11 X
5.	La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12	13	14 X
6.	La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15	16	17 X
com	uestion 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en mun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, llez inscrire S.O.			
7.	Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18	19	20 X
	Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21	22	

Données prévisionnelles non auditées

Exercice se terminant le 31 décembre 2021

Ville de Saint-Eustache | 72005 |

Table des matières

Revenus de taxes	1
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	2
Calcul de certains revenus de taxes	3
Taux des taxes	5
Taux global de taxation prévisionnel	6
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	7
Questionnaire	9

DONNÉES PRÉVISIONNELLES REVENUS DE TAXES

EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE		
SUR LA VALEUR FONCIERE Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	51 508 990
Taxes spéciales	'	31 300 330
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	826 390
Activités d'investissement	4	020 030
Taxes de secteur	·	
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	112 830
Activités de fonctionnement	6	112 000
Activités d'investissement	7	
Autres	. 8	
744100	9	52 448 210
SUR UNE AUTRE BASE		
Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		2 640 000
Eau	10	3 610 900
Égout	11	3 896 220
Traitement des eaux usées	12	4 222 242
Matières résiduelles	13	4 330 240
Autres	44	2 470 040
transport	14	3 472 210
•	15	
Control Number of 0.4.4	16	077 000
Centres d'urgence 9-1-1	17	277 900
Service de la dette	18	482 930
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	16 070 400
Taxes d'affaires		10 070 400
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	16 070 400
	27	68 518 610

DONNÉES PRÉVISIONNELLES REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES		
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement		
Taxes sur la valeur foncière	1	440
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
luman blandar et a com	5	440
Immeubles des réseaux	2	705 260
Santé et services sociaux	6	785 360
Cégeps et universités	7	744 400
Écoles primaires et secondaires		741 120
Autres immeubles	9	1 526 480
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base	10	
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
l axes a dilalles	13	
	14	1 526 920
COUNTRACTOR OF THE CANADA ET CEC ENTREPRICES		
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES Taxes sur la valeur foncière	15	
	15	
Taxes sur une autre base	16	
Taxes, compensations et tarification Taxes d'affaires	17	
Taxes dananes	18	
	10	
ORGANISMES MUNICIPAUX		
Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	ZI	
AUTRES		
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	. === ===
	25	1 526 920

DONNÉES PRÉVISIONNELLES CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES

EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audite		Assiette d'application imposable	Taux adopté		Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière Taxes générales									
Taxe foncière générale (taux unique)	1	х		/100 \$					
Taxe foncière générale (taux variés)									
Résiduelle (résidentielle et autres)	2	3 923 227 300 x	0,6665	/100 \$	26 148 310				
Immeubles de 6 logements ou plus	3	412 001 600 x	0,6816	/100 \$	2 808 200				
Immeubles non résidentiels	4	880 200 925 x	2,0369	/100 \$	17 928 810				
Immeubles industriels	5	155 329 575 x	2,0369	/100 \$	3 163 910				
Terrains vagues desservis									
Immeubles non résidentiels	6	Х		/100 \$					
Autres	7	66 457 800 x	1,3330	/100 \$	885 880				
Immeubles agricoles	8	115 343 600 x	0,6474	/100 \$	746 730				
Total	9				51 681 840 (172 850))	51 508 990
Taxes spéciales									
Service de la dette (taux unique)	10	Х		/100 \$					
Service de la dette (taux variés)									
Résiduelle (résidentielle et autres)	11	Х		/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	12	Х		/100 \$					
Immeubles non résidentiels	13	Х		/100 \$					
Immeubles industriels	14	Х		/100 \$					
Terrains vagues desservis									
Immeubles non résidentiels	15	Х		/100 \$					
Autres	16	Х		/100 \$					
Immeubles agricoles	17	Х		/100 \$					
Total	18				() ()	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite) EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non addite		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière Taxes générales								
Taxes spéciales								
Activités de fonctionnement (taux unique) Activités de fonctionnement (taux variés)	19	5 552 560 800 x	0,0150 /100 \$	826 390				
Résiduelle (résidentielle et autres)	20	х	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	21	х	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	22	х	/100 \$					
Immeubles industriels	23	Х	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	24	Х	/100 \$					
Autres	25	Х	/100 \$					
Immeubles agricoles	26	Х	/100 \$					
Total	27			826 390	()()	826 390
Taxes spéciales								
Activités d'investissement (taux unique)	28	х	/100 \$					
Activités d'investissement (taux variés)			,,,,,,					
Résiduelle (résidentielle et autres)	29	Х	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	30	Х						
Immeubles non résidentiels	31	х						
Immeubles industriels	32	х	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	33	х	/100 \$					
Autres	34	х	/100 \$					
Immeubles agricoles	35	х	/100 \$					
Total	36				()()	
		Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	37	х	%		()()	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES TAUX DES TAXES

EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Compensations et tarification pour services mur (montant fixe)	nicipaux résiden	tiels	Par	unité de logement
Eau			1	156,00 \$
Égout			2	181,00 \$
Eau et égout			3	\$
Traitement des eaux usées			4	\$
Matières résiduelles			5	199,00 \$
Autres taxes et compensations, et autres modes	de tarification			
Description	Taux	Code	Préc	ciser
Transport	181,0000	4 - tarif fixe (compensation)	Unité de logement	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL

EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	68 518 610
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	172 850	
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2021 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1er alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	14 115 465
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	277 900
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	54 125 245
ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXE FONCIÈRE GÉNÉRALE	11	5 552 560 800
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2021 (Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)	12	0,9748 / 100 \$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES

EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Immeubles non résidentiels	Immeubles Immeubles		Terrains vagues desservis		Immeubles
			industriels	Immeubles non résidentiels	Autres	ou plus	agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	18 020 042	3 151 354		895 771	2 869 518	763 897
De secteur	2	18 491	3 263			8 655	
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	79 146	13 967			37 047	
Autres	5	694 875	290 875			2 319 310	111 700
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	18 812 554	3 459 459		895 771	5 234 530	875 597

DONNÉES PRÉVISIONNELLES RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)

EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Résiduelle			Total
		Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	1	26 634 798			52 335 380
De secteur	2	82 421			112 830
Autres	3				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	4	352 770			482 930
Autres	5	11 892 810			15 309 570
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	6				
Autres	7				
	8	38 962 799			68 240 710

DONNÉES PRÉVISIONNELLES QUESTIONNAIRE

EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

	Non audité	OUI	NON	S.	0.
1.	La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021, les mesures fiscales suivantes?				
	 a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM Pour la taxe foncière générale Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV 	1 X 3	2	5	
	 b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM 	6	7 X	8	
	 Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté. 				
	c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9	10 X	11	
	 Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté. 				
	 Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM 				
	 Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels) Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels 	12 15 18	13 X 16 X 19 X	14	
2.	La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21	22 X		
3.	La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2021 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 X	24		
	Si oui, indiquer le montant.	25	262 680 \$;	
4.	Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	\$;	
5.	Date d'adoption du budget par le conseil	2720)20-12-16		
6.	Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	288	4 915 230 \$;	
7.	Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29	9 677 040 \$;	
8.	Frais de financement — Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30	2 211 320 \$;	
9.	Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31	\$;	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je, Isabelle Boileau, atteste que le rapport financier consolidé de Ville de Saint-Eustache pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 10 mai 2021.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Ville de Saint-Eustache.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Ville de Saint-Eustache consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Ville de Saint-Eustache détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2021-05-12 09:35:32

Date de transmission au Ministère : 2021-05-13

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Ville de Saint-Eustache | 72005 |

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Réalisations 2019	Budget 2020	Réalisations 2020		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé¹
Revenus						
Fonctionnement	1	88 646 480	84 364 000	100 716 694	4 519 254	101 122 183
Investissement	2	3 585 658	2 246 640	4 708 212		4 708 212
	3	92 232 138	86 610 640	105 424 906	4 519 254	105 830 395
Charges	4	88 484 621	86 520 340	89 766 578	3 748 434	89 401 247
Excédent (déficit) de l'exercice	5	3 747 517	90 300	15 658 328	770 820	16 429 148
Moins : revenus d'investissement	6 (3 585 658)(2 246 640)(4 708 212)()(4 708 212)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice						
avant conciliation à des fins fiscales	7	161 859	(2 156 340)	10 950 116	770 820	11 720 936
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations	8	12 227 388	12 300 000	12 306 341	821 698	13 128 039
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	836 373		121 899		121 899
Remboursement de la dette à long terme	10 (10 364 004)(9 610 350)(10 300 548)(1 548 603)(11 849 151)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (333 178)(134 410)(5 791 906)()(5 791 906)
Excédent (déficit) accumulé	12	(239 480)	(398 900)	(847 084)		(847 084)
Autres éléments de conciliation	13	1 573 762		6 452 203		6 452 203
	14	3 700 861	2 156 340	1 940 905	(726 905)	1 214 000
Excédent (déficit) de fonctionnement de						
l'exercice à des fins fiscales	15	3 862 720		12 891 021	43 915	12 934 936

^{1.} Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats. Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2019	2020		2019
	_	Administration	Administration	Total	Total
		municipale	municipale	consolidé	consolidé
Actifs financiers					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	267 293	12 423 566	13 372 110	1 365 776
Débiteurs	2	23 864 441	25 603 434	25 317 993	23 486 144
Placements de portefeuille	3				
Autres	4	140 185	646 661	646 661	140 185
	5	24 271 919	38 673 661	39 336 764	24 992 105
Passifs					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents					
de trésorerie	6				
Dette à long terme	7	89 348 240	89 170 869	107 576 035	109 302 010
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8	2 550 300	2 007 558	2 007 558	2 550 300
Autres	9	20 449 166	18 669 067	18 907 791	20 791 372
	10	112 347 706	109 847 494	128 491 384	132 643 682
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(88 075 787)	(71 173 833)	(89 154 620)	(107 651 577)
Actifs non financiers					
Immobilisations	12	242 779 969	243 219 559	265 515 295	265 897 403
Autres	13	6 245 119	4 561 895	4 571 764	6 257 465
	14	249 025 088	247 781 454	270 087 059	272 154 868
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	15	2 668 788	7 254 778	7 689 024	3 037 441
Excédent de fonctionnement affecté	16	6 170 693	14 165 381	14 165 381	6 170 693
Réserves financières et fonds réservés	17	3 228 266	3 812 147	3 812 147	3 249 936
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	18 (2 266 088)(2 315 492) (2 315 492)(2 266 088
Financement des investissements en cours	19	(8 232 251)	(5 910 006)	(5 910 006)	(8 232 251)
Investissement net dans les immobilisations					
et autres actifs	20	159 379 893	159 600 813	163 491 385	162 543 560
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	21				
·	22	160 949 301	176 607 621	180 932 439	164 503 291

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23-1

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS

AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
 Engagements et autres 	23	1 778 672	304 690
•	24		
 Oeuvres d'arts 	25	2 761	2 761
 Transport collectif 	26	1 421 383	1 421 383
 Équilibre budgétaire 2021 	27	2 161 750	
 Élections 	28	350 000	
 Foresterie urbaine 	29	160 000	
 Réparation pavage 	30	400 000	400 000
 Développement économique 	31	7 890 815	4 041 859
	32	14 165 381	6 170 693
Organismes contrôlés et partenariats1	33		
	34	14 165 381	6 170 693
Réserves financières et fonds réservés			
Administration municipale	35	3 812 147	3 228 266
Organismes contrôlés et partenariats1	36		21 670
	37	17 977 528	9 420 629

^{1.} Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S15 et S23-1

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME

AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	93 732 531
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	116 358 881

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019 Total consolidé	
	_	Total		
		consolidé		
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal				
Emprunts refinancés par anticipation	3			
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	1 058 737	1 542 957	
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	94 571 388	94 336 741	
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	12 236 090	13 578 667	
Dette à long terme à la charge des tiers				
Gouvernement du Québec et ses entreprises ¹	7	67 200	130 200	
Autres	8			
Dette en cours de refinancement / Reclassement /				
Redressement	9			
	10	107 933 415	109 588 565	

^{1.} Incluant les revenus futurs découlant des ententes conclues avec le Gouvernement du Québec.

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Réalisations 2019	Budget 2020	Réalisations 2020		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	
Fonctionnement						
Taxes	11	67 737 675	69 296 960	69 724 386	69 159 481	
Compensations tenant lieu de taxes	12	1 432 314	1 511 850	1 527 071	1 527 071	
Quotes-parts	13					
Transferts	14	2 223 842	2 425 530	6 876 924	7 040 391	
Services rendus	15	3 702 382	3 644 950	2 561 061	3 339 147	
Imposition de droits, amendes et pénalités,						
revenus de placements de portefeuille	16	8 714 373	6 999 310	9 882 184	9 904 929	
Autres	17	4 835 894	485 400	10 145 068	10 151 164	
	18	88 646 480	84 364 000	100 716 694	101 122 183	
Investissement						
Taxes	19	32 215				
Quotes-parts	20					
Transferts	21	1 750 577	1 313 040	2 951 017	2 951 017	
Autres	22	1 802 866	933 600	1 757 195	1 757 195	
	23	3 585 658	2 246 640	4 708 212	4 708 212	
	24	92 232 138	86 610 640	105 424 906	105 830 395	

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalisations 2020			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
Administration générale	1	10 509 969	535 643	11 045 612	11 342 124	11 231 145
Sécurité publique						
Police	2	12 535 192	234 233	12 769 425	12 697 450	12 793 109
Sécurité incendie	3	5 256 936	511 329	5 768 265	5 768 265	6 006 982
Autres	4	463 156	24 699	487 855	487 855	942 872
Transport						
Réseau routier	5	9 351 214	4 465 469	13 816 683	13 816 683	14 432 791
Transport collectif	6	3 392 654		3 392 654	3 392 654	3 395 076
Autres	7	137 550		137 550	137 550	135 764
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	6 119 015	4 487 659	10 606 674	10 606 674	10 454 856
Matières résiduelles	9	4 954 224	15 502	4 969 726	4 969 726	5 247 946
Autres	10	328 426		328 426	328 426	423 167
Santé et bien-être	11	201 347		201 347	201 347	212 500
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	1 442 811	57 564	1 500 375	903 163	893 009
Promotion et développement économique	13	1 113 465		1 113 465	996 039	1 153 317
Autres	14	7 958 150		7 958 150	8 386 287	3 487 775
Loisirs et culture	15	11 636 952	1 974 243	13 611 195	12 487 292	14 713 530
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	2 059 176		2 059 176	2 879 712	3 718 546
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	77 460 237	12 306 341	89 766 578	89 401 247	89 242 385
Amortissement des immobilisations	20	12 306 341 (12 306 341)			
	21	89 766 578		89 766 578	89 401 247	89 242 385

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Réalisations 2019	1	Réalisations 2020	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé¹
Revenus d'investissement	1	3 585 658	4 708 212		4 708 212
Éléments de conciliation à des fins fiscal	es				
Immobilisations - Acquisition Autres investissements - Émission ou	2 (13 210 576)(12 768 562)()(12 768 562)
acquisition	3 ()(5 382 575)()(5 382 575)
Financement à long terme des activités d'investissement Affectations	4	9 845 004	9 656 901		9 656 901
Activités de fonctionnement	5	333 178	5 791 906		5 791 906
Excédent accumulé	6	421 818	305 600		305 600
	7	(2 610 576)	(2 396 730)		(2 396 730)
Excédent (déficit) de fonctionnement de					
l'exercice à des fins fiscales	8	975 082	2 311 482		2 311 482

^{1.} Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats. Extrait du rapport financier, page S14